

## Message au Conseil général

du 15 décembre 2025

# RÉVISION DU RÈGLEMENT RELATIF À LA PERCEPTION D'UN IMPÔT SUR LES JEUX D'ADRESSE ET LES APPAREILS AUTOMATIQUES DE DISTRIBUTION



## **Table des matières**

1. Rappel du contexte .....	1
2. Commentaire des articles.....	2
3. Incidences financières .....	4
4. Conclusion .....	5



## MESSAGE DU CONSEIL COMMUNAL

### AU CONSEIL GENERAL

du 15 décembre 2025

#### N° 61 - 2021 - 2026 Adoption du Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les jeux d'adresse et les appareils automatiques de distribution

---

Madame la Présidente,  
Mesdames les Conseillères générales et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'honneur de vous soumettre le Message n° 61 concernant l'adoption du Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les jeux d'adresse et les appareils automatiques de distribution.

#### 1. Rappel du contexte

En application de l'article 23 de la loi sur les impôts communaux (LICO; RSF 632.1), les communes disposent depuis de nombreuses années de la compétence de prélever un impôt sur l'exploitation de divers appareils englobant des appareils de jeu, ainsi que sur le déroulement de diverses formes de spectacles et l'offre de distractions se déroulant sur leur territoire. L'impôt sur les appareils de jeu était limité à CHF 400.00 par an et par appareil (art. 23 al. 1 let. b LICO) et l'impôt sur les appareils automatiques de distribution à CHF 200.00 par an et par appareil (art. 23 al. 1 let. c LICO).

Le 17 septembre 2020, le Grand Conseil a adopté la nouvelle loi sur les jeux d'argent (LAJAR; ROF 2020\_120) et fait ainsi usage de ses compétences résiduelles dans ce domaine régi essentiellement par le droit fédéral. La législation, tant fédérale que cantonale, est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Le 18 novembre 2020, le Scm et le SPoCo ont adressé un courrier à toutes les communes fribourgeoises, les informant des modifications et des impacts potentiels sur les règlements communaux.

Plus précisément, la modification de la législation cantonale a eu trois conséquences principales :

1. Les appareils à sous servant aux jeux d'adresse, dont le canton admet l'exploitation dans les établissements publics et dans les salles de jeu, sont entrés dans la catégorie des *jeux d'adresse de grande envergure* (art. 2 LAJAR), placés dans la compétence exclusive des autorités fédérales. Les cantons, respectivement les communes, conservent uniquement la compétence de les soumettre au paiement d'une taxe. La taxe cantonale est désormais de CHF 100.00 par an et par appareil (art. 19 LAJAR). En parallèle, les communes peuvent percevoir une taxe de **CHF 100.00 au maximum** (art. 23 al. 1 let. b LICO).
2. L'exploitation des *jeux de distraction* (flippers, jeux vidéo, billards) ne permettant pas un gain ne relève pas de la législation sur les jeux d'argent. Le canton et les communes ne peuvent donc **plus l'assortir d'un régime d'imposition**. L'exploitation demeure en revanche soumise à autorisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021 (art. 35b LCom; RSF 940.1).

3. Le secteur des petites loteries englobant les *lotos*, que les lots soient en espèce ou en nature, est régi par la législation sur les jeux d'argent. Dès le moment où les bénéfices nets de ces loteries sont affectés intégralement à l'utilité publique ou utilisés pour les propres besoins des exploitants, il n'est plus admis de détourner une partie de ces bénéfices par le biais d'une fiscalité. Bien que l'article 23 al. 1 let. a LICo n'ait pas dû être adapté pour tenir compte de cet élément, il en résulte que les lotos **ne peuvent plus être intégrés dans les divertissements soumis à la perception de l'impôt.**

Pour la Commune de Fribourg, cette adaptation de la législation cantonale impose une modification du Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les appareils de jeu et sur les appareils automatiques de distribution du 25 juin 2007 (410.3). Ce règlement est passablement impacté par la nouvelle législation cantonale. Le Conseil communal a souhaité saisir l'occasion pour réviser le règlement dans son ensemble.

Les communes fixant des taxes, sous forme d'un règlement de portée générale, d'un règlement d'exécution ou d'un tarif, sont tenues de prendre l'avis de la Surveillance des prix (SPr) préalablement à la modification prévue d'une taxe (art. 14 de la loi fédérale du 20 décembre 1985 concernant la surveillance des prix (LSPr, RS 942.20)). A l'égard des collectivités publiques, la SPr a la compétence d'émettre des recommandations pouvant, par exemple, consister à augmenter moins fortement une hausse de taxe prévue. La recommandation peut aussi porter sur une taxe restée inchangée. Elle n'est pas liante mais l'autorité qui s'en écarte doit expliquer les raisons pour lesquelles elle n'a pas suivi l'avis de la SPr.

Dans le cadre de cette révision, le Conseil communal estime qu'il n'est pas nécessaire de consulter la SPr, étant donné que l'autorité communale applique les montants maximaux fixés par la LAJAR. Par ailleurs, bien que le Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les appareils de jeu et sur les appareils automatiques de distribution du 25 juin 2007 n'est pas encore dûment révisé, l'autorité communale a, dès l'entrée en vigueur de la loi cantonale (LAJAR), soit dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021, déjà appliqué les montants des tarifs contenus dans la LAJAR.

Enfin, le Règlement concernant la perception d'une taxe communale sur les spectacles, divertissements et autres manifestations du 2 mai 1994 (411.1) était également impacté par la modification législative cantonale. Toutefois, ce dernier faisait également l'objet de la proposition n° 24 demandant son abrogation. Ce choix a été suivi et le règlement précité a été abrogé le 28 juin 2021, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier de la même année (Message n° 3 du 17 mai 2021).

## 2. Commentaire des articles

D'une manière générale, le règlement proposé correspond, pour l'essentiel, au règlement-type du Canton.

Article 1 <i>Objet</i>	Les adaptations des montants pour les machines à sous et différents types de jeux découlent directement de la modification de la législation cantonale.  En ce qui concerne les solariums, appareils de vidéos automatiques et appareils à musique, la modification découle du fait que, au moment de l'adoption du règlement, ces appareils avaient été faussement classés dans les « <i>appareils de jeu</i> » au sens de l'art. 23 al. 1 let. b LICo, alors qu'ils sont en réalité des « <i>appareils automatiques de distribution</i> » au sens de l'art. 23 al. 1 let. c LICo. Partant, le montant maximal pour chacun de ces appareils ne doit pas dépasser CHF 200.00.
Article 2 <i>Assujettissement</i>	Cet article précise les principes d'assujettissement. A ce titre, il reprend l'actuel article 2, de même que le principe de l'actuel article 1 selon lequel les lieux doivent être ouverts au public et exploités dans un but commercial.

Article 3 <i>Principes</i>	Cet article reprend les principes de l'actuel article 3, à savoir le fait que l'impôt est perçu par année et par appareil et qu'il est calculé <i>pro rata temporis</i> en cas d'installation de l'appareil en cours d'année.
Article 4 <i>Montant</i>	<p>L'article 4 est celui qui a été le plus impacté par la révision de la loi cantonale. Il reprend l'actuel article 3, mais en appliquant les nouveaux montants maximaux imposés par la loi cantonale pour les jeux d'adresse de grande envergure et en supprimant les jeux de distraction et les autres jeux d'adresse.</p> <p>De plus, l'occasion a été saisie de corriger les montants figurant pour les systèmes automatiques de service pour lesquels le montant de CHF 400.00 était perçu, ce qui était contraire à l'article 23 LCo.</p>
Article 5 <i>Procédure</i>	<p>Cet article reprend les principes qui figuraient dans les actuels articles 4 ss, tout en les actualisant pour qu'ils correspondent à la réalité.</p> <p>L'alinéa 1 rappelle l'obligation d'annoncer les nouveaux appareils ainsi que les modifications d'appareils existants.</p> <p>L'alinéa 2 précise que la taxation s'opère par l'administration communale. C'est le Service en charge de la police locale qui se rend dans les divers lieux ouverts au public afin de contrôler les différents appareils. Il transmet ensuite une liste au Service en charge des finances, qui s'occupe de taxer lesdits appareils au moyen d'une facture ainsi que de traiter les éventuelles contestations y relatives.</p> <p>Le principe prévoyant la perception d'émoluments a été supprimé, car cela semblait difficilement défendable pour une taxation telle que celle prévue par ce règlement. La possibilité d'avoir recours à une sanction pénale semblait également peu opportune et a été supprimée. En effet, il s'agit d'un règlement précisant des principes de taxation, et non d'un règlement comprenant des prescriptions de police. Enfin, la référence à un intérêt moratoire de 3.5% a également été supprimée, d'une part car il était faux, et d'autre part car l'Arrêté du Conseil communal concernant l'échéance et la perception des créances fiscales est applicable.</p>
Article 6 <i>Exécution</i>	L'article 6 reprend l'actuel article 11 et précise que le Conseil communal est l'autorité compétente pour appliquer le règlement, mais qu'il peut toutefois déléguer au Service des finances sa compétence décisionnelle. Cette délégation est concrétisée dans le Règlement d'application du règlement fixant l'organisation générale de la Ville de Fribourg et son annexe 2(101.2).
Article 7 <i>Voies de droit</i>	L'article 7 rappelle les voies de droit ordinaires contre les décisions communales, telles qu'elles ressortent de l'article 153 LCo et, comme il s'agit d'un impôt, de l'article 42 LCo.
Article 8 <i>Abrogation et entrée en vigueur</i>	Cet article précise que le nouveau règlement remplace celui du 25 juin 2007 qui est abrogé. L'entrée en vigueur est fixée au XX.

Article 9  
Référéndum

Cet article précise que le règlement peut faire l'objet d'une demande de référendum. En effet, l'article 52 LCo prévoit le référendum facultatif pour certaines décisions du Conseil général, dont font partie les règlements de portée générale. La procédure est notamment réglée par l'article 137 alinéa 2 de la loi cantonale sur l'exercice des droits politiques.

### 3. Incidences financières

Le tableau ci-dessous résume les impacts législatifs et financiers de la nouvelle tarification.

	Règlement actuel	Nouveau Règlement	Comptes 2019	Comptes 2024
Machines à sous d'adresse, y compris jeux d'argent	200.--	100.--	15'800.--	4'200.--
Systèmes automatiques de service, notamment solariums, saunas, appareils de renseignements	400.--	200.--		
Appareils tels qu'appareils cinématographiques ou vidéos automatiques	400.--	200.--	0.--	2'200.--
Appareils à musique ou appareils similaires	250.--	200.--		
Jeux de type flippers et jeux américains	150.--	0.--	2'700.--	0.--
Taxe par piste pour les jeux de quille	150.--	0.--		
Jeux d'adresse, notamment billard, football de table, fléchettes, jeux vidéo, jeux à jetons	50.--	0.--	3'600.--	0.--
Jeux d'enfants	50.--	0.--		
Distributeur de marchandises, en particulier				
➤ Distributeur de boissons/nourriture	50.--	50.--		
➤ Distributeur de cigarettes	50.--	50.--	11'000.--	6'750.--
➤ Distributeur de carburant	50.--	50.--		
➤ Appareils de nettoyage	50.--	50.--		
<b>Total</b>			<b>33'100.--</b>	<b>13'150.--</b>

La Ville de Fribourg enregistrera une perte de l'ordre de **CHF 19'950.00** chaque année, par rapport aux anciens droits.

#### 4. Conclusion

Le Conseil communal propose au Conseil général d'adopter le nouveau Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les jeux d'adresse et les appareils automatiques de distribution et rappelle qu'il s'agit principalement d'une révision partielle (toiletage) destinée à se conformer aux nouvelles dispositions de la Loi sur les jeux d'argent (RSF 958.1; LAJAr).

Veillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères générales et Messieurs les Conseillers généraux, l'expression de nos salutations les meilleures.

#### AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

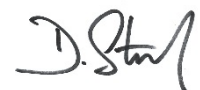
Le Syndic :



Thierry Steiert



Le Secrétaire de Ville :



David Stulz

Annexe : Projet de règlement

**BOTSCHAFT DES GEMEINDERATS  
AN DEN GENERALRAT  
vom 15. Dezember 2025**

**Nr. 61 – 2021–2026      Anpassung des Reglements über die Erhebung einer Steuer auf  
Geschicklichkeitsspielen und Verteilautomaten**

---

Sehr geehrte Frau Präsidentin  
Sehr geehrte Generalrätinnen und Generalräte

Der Gemeinderat legt Ihnen die Botschaft Nr. 61 zur Verabschiedung des Reglements über die Erhebung einer Steuer auf Geschicklichkeitsspielen und Verteilautomaten vor.

### **1. Ausgangslage**

In Anwendung von Artikel 23 des Gesetzes über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1) haben die Gemeinden seit mehreren Jahren das Recht, eine Steuer auf den Betrieb verschiedener Apparate zu erheben, zu denen die Spielapparate gehören, ebenso wie auf die Durchführung verschiedener Formen von Vorstellungen und Vergnügungsangeboten in ihrem Gebiet. Die Steuer auf Spielapparate ist auf 400 Franken pro Jahr und Apparat (Art. 23 Abs. 1 Bst. b GStG) und die Steuer auf Verteilautomaten auf 200 Franken pro Jahr und Apparat (Art. 23 Abs. 1 Bst. c GStG) begrenzt.

Am 17. September 2020 verabschiedete der Grosse Rat das neue Geldspielgesetz (EGBGS; ASF 2020\_120) und nimmt damit seine Restzuständigkeit in diesem Bereich wahr, der zu einem grossen Teil durch Bundesrecht geregelt wird. Sowohl die kantonale als auch die Bundesgesetzgebung traten am 1. Januar 2021 in Kraft.

Am 18. November 2020 stellten das GemA und das GEPOA allen Freiburger Gemeinden ein Schreiben zu, mit dem sie diese über die Änderungen und die möglichen Auswirkungen auf die Gemeindereglemente informierten.

Genauer gesagt führte die Anpassung der kantonalen Gesetzgebung im Wesentlichen zu drei grossen Änderungen:

1. Spielautomaten für Geschicklichkeitsspiele, deren Betrieb der Kanton in öffentlichen Gaststätten und Spiellokalen erlaubt, fallen neu in die Kategorie der *Geschicklichkeitsgrossspiele* (Art. 2 EGBGS), die in die ausschliessliche Kompetenz der Bundesbehörden fallen. Den Kantonen beziehungsweise den Gemeinden verbleibt einzig die Kompetenz, sie einer Gebühr zu unterstellen. Die kantonale Gebühr beträgt neu 100 Franken pro Jahr und Apparat (Art. 19 EGBGS). Die Gemeinden können parallel dazu eine Gebühr von **höchstens 100 Franken** erheben (Art. 23 Abs. 1 Bst. b GStG).
2. Der Betrieb von *Unterhaltungsspielen* (Flipperkästen, Videospiele, Billard), bei denen kein Gewinn gemacht werden kann, fällt nicht unter die Geldspielgesetzgebung. Der Kanton und die Gemeinden können für sie demnach **keine Steuerpflicht mehr vorsehen**. Ihr Betrieb unterliegt indessen auch nach dem 1. Januar 2021 weiter der Bewilligung (Art. 35b HAG; SGF 940.1).
3. Der Bereich der Kleinlotterien, zu dem die *Lottos* gehören, wird unabhängig davon, ob die Gewinne in Sachpreisen oder Bargeld bestehen, über die Geldspielgesetzgebung geregelt. Werden die Reingewinne dieser Lotterien vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke oder für die eigenen Zwecke der Veranstalterin oder des Veranstalters verwendet, ist es neu nicht mehr zulässig, einen Teil der Erträge über die Besteuerung abzuschöpfen. Ohne dass Artikel 23 Abs. 1

Bst. a GStG diesbezüglich angepasst werden musste, zählen Lottos **nicht mehr zur gebührenpflichtigen Unterhaltskategorie.**

Für die Gemeinde Freiburg hat die Anpassung der kantonalen Gesetzgebung zur Folge, dass das Reglement betreffend die Erhebung einer Steuer auf Spielapparaten und automatischen Warenverteilern vom 25. Juni 2007 (410.3) geändert werden muss. Da sich die neue kantonale Gesetzgebung stark auf das Reglement auswirkt, hat der Gemeinderat die Gelegenheit ergriffen und das ganze Reglement revidiert.

Gemeinden, die mit einem allgemeinverbindlichen Reglement, einem Ausführungsreglement oder einem Tarif Gebühren festlegen, müssen die Stellungnahme des Preisüberwachers einholen, bevor sie eine Gebühr ändern können (Art. 14 des Preisüberwachungsgesetzes vom 20. Dezember 1985 [PüG; SR 942.20]). Es fällt in die Zuständigkeit des Preisüberwachers, für öffentliche Körperschaften Empfehlungen auszugeben. Diese können beispielsweise darin bestehen, eine geplante Gebührenerhöhung weniger hoch anzusetzen. Die Empfehlung kann sich auch auf eine unveränderte Gebühr beziehen. Sie ist nicht verbindlich; wird sie aber von den Behörden nicht befolgt, müssen sie die Gründe dafür erklären.

Im Rahmen dieser Revision vertrat der Gemeinderat die Ansicht, dass es nicht notwendig ist, den Preisüberwacher anzuhören, da die Gemeindebehörde den Höchstbetrag gemäss EGBGS anwendet. Die Gemeindebehörde wendet die Tarifbeträge des EGBGS bereits seit Inkrafttreten des kantonalen Gesetzes (EGBGS), sprich seit 1. Januar 2021, an, ohne auf die ordentliche Revision des Reglements betreffend die Erhebung einer Steuer auf Spielapparaten und automatischen Warenverteilern vom 25. Juni 2007 gewartet zu haben.

Das Reglement der Stadt Freiburg betreffend die Erhebung einer Billettsteuer auf Vorstellungen, Vergnügungsanlässen und anderen Veranstaltungen vom 2. Mai 1994 (411.1) war ebenfalls von der kantonalen Gesetzesänderung betroffen. Es war Gegenstand des Vorschlags Nr. 24, mit dem seine Aufhebung beantragt wurde. Diesem Vorschlag wurde Folge geleistet und das Reglement am 28. Juni 2021 mit Wirkung auf den 1. Januar des gleichen Jahres aufgehoben (Botschaft Nr. 3 vom 17. Mai 2021).

## 2. Erläuterungen zu den Artikeln

Das Reglement entspricht im Wesentlichen dem Musterreglement des Kantons.

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| Artikel 1<br><i>Gegenstand</i>      | Die Anpassung der Beträge für Spielautomaten und verschiedene Spielarten leitet sich direkt aus der kantonalen Gesetzesänderung ab.<br><br>Was die Solarien, Video- und Musikautomaten betrifft, ergibt sich die Änderung daraus, dass diese Apparate zum Zeitpunkt der Genehmigung des Reglements fälschlicherweise den <i>Spielapparaten</i> im Sinne von Artikel 23 Abs. 1 Bst. b GStG zugeordnet wurden, obwohl sie in Wahrheit zu den <i>Verteilautomaten</i> gemäss Artikel 23 Abs. 1 Bst. c GStG gehören. Der Höchstbetrag für jeden diesen Apparate darf nicht über 200 Franken liegen. |
| Artikel 2<br><i>Gebührenpflicht</i> | Dieser Artikel führt die Grundsätze der Gebührenpflicht aus. Dazu wird der bisherige Artikel 2 sowie der Grundsatz des bisherigen ersten Artikels übernommen, gemäss dem die Orte öffentlich zugänglich sein und kommerziell genutzt werden müssen.   |
| Artikel 3<br><i>Grundsätze</i>      | Dieser Artikel übernimmt die Grundsätze des bisherigen Artikels 3, sprich dass die Steuer pro Jahr und pro Apparat und – wenn ein Apparat unter dem Jahr installiert wird – zeitanteilig erhoben wird.  |

Artikel 4 <i>Betrag</i>	<p>Am stärksten wirkt sich die Revision des kantonalen Gesetzes auf Artikel 4 aus. Dieser übernimmt den bisherigen Artikel 3, jedoch mit den neuen Höchstbeträgen für Geschicklichkeitsgrossspiele des kantonalen Gesetzes. Die Unterhaltungsspiele und die übrigen Geschicklichkeitsspiele wurden gestrichen.</p> <p>Weiter wurde die Gelegenheit ergriffen, um die Beträge für Selbstbedienungsanlagen zu korrigieren, für die im Widerspruch zu Artikel 23 GStG 400 Franken erhoben worden waren.</p>
Artikel 5 <i>Verfahren</i>	<p>In diesem Artikel werden die Grundsätze aus den bisherigen Artikeln 4 ff übernommen und der Realität angepasst.</p> <p>Absatz 1 erinnert an die Meldepflicht für neue Apparate sowie für die Änderung bestehender Apparate.</p> <p>Absatz 2 führt aus, dass die Gemeindeverwaltung für die Veranlagung zuständig ist. Die mit der Ortspolizei betraute Dienststelle begibt sich an die verschiedenen öffentlich zugänglichen Orte, um die verschiedenen Apparate zu kontrollieren. Sie übermittelt anschliessend der mit dem Finanzwesen betrauten Dienststelle eine Liste, die diese Apparate mit einer Rechnung besteuert und sich um allfällige Einsprachen kümmert.</p> <p>Der Grundsatz, der die Erhebung von Verwaltungsgebühren vorsah, wurde gestrichen, da dies bei einer Veranlagung, wie sie dieses Reglement vorsieht, kaum zu rechtfertigen wäre. Die Möglichkeit einer Strafbestimmung erschien ebenfalls wenig sinnvoll und wurde gestrichen, da es sich um ein Reglement handelt, das die Veranlagungsgrundsätze ausführt, und nicht um ein Reglement mit polizeilichen Vorschriften. Der Verweis auf einen Verzugszins von 3,5 % wurde ebenfalls gestrichen. Dies einerseits, weil er falsch war, und andererseits, weil der Beschluss des Gemeinderats betreffend die Fälligkeit und die Erhebung der Steuerforderungen anwendbar ist.</p>
Artikel 6 <i>Vollzug</i>	<p>Artikel 6 übernimmt den bisherigen Artikel 11 und legt den Gemeinderat als zuständige Behörde für die Anwendung des Reglements fest, der seine Entscheidbefugnis dem Finanzamt übertragen kann. Diese Kompetenzdelegation wird mit dem Verwaltungsreglement über die Funktionsweise des Gemeinderats und die Organisation der Verwaltung und in seinem Anhang 2 (101.2) umgesetzt.</p>
Artikel 7 <i>Rechtsmittel</i>	<p>Artikel 7 verweist auf die ordentlichen Rechtswege gegen kommunale Verfügungen, wie sie in Artikel 153 GG ersichtlich sind, und, da es um eine Steuer geht, in Artikel 42 GStG.</p>
Artikel 8 <i>Aufhebung und Inkrafttreten</i>	<p>Dieser Artikel legt fest, dass das neue Reglement jenes vom 25. Juni 2007 ersetzt, das aufgehoben wird. Das Inkrafttreten wird auf XX festgelegt.</p>
Artikel 9 <i>Referendum</i>	<p>Dieser Artikel hält fest, dass gegen das Reglement das Referendum ergriffen werden kann. Artikel 52 GG sieht für bestimmte Entscheide des Generalrats ein fakultatives Referendum vor, wozu die allgemeinverbindlichen Reglemente gehören. Das Verfahren wird in Artikel 137 Abs. 2 des kantonalen Gesetzes über die Ausübung der politischen Rechte geregelt.</p>

### 3. Finanzielle Auswirkungen

Folgende Tabelle fasst die legislativen und finanziellen Auswirkungen der neuen Tarifgestaltung zusammen.

	Bisheriges Reglement	Neues Reglement	Jahresrechnung 2019	Jahresrechnung 2024
Geschicklichkeitsspiele, einschliesslich Geldspiele	200.–	100.–	15'800.–	4'200.–
Selbstbedienungsanlagen, namentlich Solarien, Saunas, Auskunftsgerate	400.–	200.–		
Apparate wie Film- und Videoautomaten	400.–	200.–	0.–	2'200.–
Musik- oder ähnliche Automaten	250.–	200.–		
Flipper- und amerikanische Spiele	150.–	0.–		
Gebühr pro Bahn bei Kegelspielen	150.–	0.–	2'700.–	0.–
Geschicklichkeitsspiele, namentlich Billard, Tischfussball, Darts, Videospiele, Jetonspiele	50.–	0.–		
Kinderspielautomaten	50.–	0.–	3'600.–	0.–
Verteilautomaten, insbesondere				
➤ Getränke- und Lebensmittelautomaten	50.–	50.–		
➤ Zigarettensautomaten	50.–	50.–		
➤ Selbstbedienungstankstelle	50.–	50.–	11'000.–	6'750.–
➤ Reinigungsapparate	50.–	50.–		
<b>Total</b>			<b>33'100.–</b>	<b>13'150.–</b>

Die Stadt Freiburg wird im Vergleich zum alten Recht **19'950.00 Franken** weniger einnehmen.

### 4. Schlussfolgerung

Der Gemeinderat beantragt dem Generalrat, das neue Reglement über die Erhebung einer Steuer auf Geschicklichkeitsspielen und Verteilautomaten zu genehmigen und erinnert daran, dass es sich im Wesentlichen um eine Teilrevision (Bereinigung) handelt, um den neuen Bestimmungen des Geldspielgesetzes (SGF 958.1; EGBGS) zu entsprechen.



# Règlement relatif à la perception d'un impôt sur les jeux d'adresse et les appareils automatiques de distribution (du 15 décembre 2025)

---

*Le Conseil général de la Ville de Fribourg*

Vu :

- la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (LCo ; RSF 632.1) ;
- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo ; RSF 140.11) ;
- le Message n° 61 du Conseil communal du 15 décembre 2025 ;
- le rapport de la Commission financière,

*adopte les dispositions suivantes :*

## **Chapitre premier : Généralités**

Objet

**Art. 1** <sup>1</sup> Le présent règlement fixe les principes applicables à la perception d'un impôt sur les jeux d'adresse et les appareils automatiques de distribution.

<sup>2</sup> Les taxes et émoluments dus en raison de l'octroi d'une patente ou de l'utilisation du domaine public demeurent réservés.

Assujettissement

**Art. 2** Le présent règlement s'applique à tous les appareils automatiques de jeux d'adresse, de service et de distribution sis sur le territoire communal, dans des lieux publics ouverts au public et exploités dans un but commercial.

## Chapitre 2 : Perception

- Principes **Art. 3** <sup>1</sup> L'impôt est perçu par année et par appareil.
- <sup>2</sup> Il est calculé *pro rata temporis*. En cas de fraction de mois, le mois entier compte.
- Montant **Art. 4** Le montant perçu par appareil est le suivant :
- |   |            |
|---|------------|
| Jeux d'adresse  | 100 francs |
| Systèmes automatiques de service tels que solariums, saunas, appareils vidéos ou de musique                             | 200 francs |
| Distributeurs automatiques de marchandises telles que boissons, nourriture, cigarettes, photos, carburant ou nettoyage. | 50 francs  |
- Procédure **Art. 5** <sup>1</sup> L'installation de nouveaux appareils ainsi que les modifications concernant des appareils déjà en service doivent être annoncées immédiatement et par écrit à l'administration communale par la personne qui les détient.
- <sup>2</sup> L'administration communale procède à la taxation.

## Chapitre 3 : Exécution et voies de droit

- Exécution **Art. 6** <sup>1</sup> Le Conseil communal est compétent pour appliquer le présent règlement.
- <sup>2</sup> Il peut déléguer au Service en charge des finances la compétence de rendre des décisions.
- <sup>3</sup> Il peut déléguer au Service en charge de la Police locale la compétence d'effectuer des contrôles.
- Voies de droit **Art. 7** <sup>1</sup> Toute décision prise en application du présent règlement par un Service subordonné au Conseil communal

peut faire l'objet d'une réclamation auprès du Conseil communal dans les 30 jours dès sa notification.

<sup>2</sup> Toute décision prise par le Conseil communal peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

#### **Chapitre 4 : Dispositions finales**

Abrogation et  
entrée en vigueur

**Art. 8** <sup>1</sup> Le règlement relatif à la perception d'un impôt sur les appareils de jeu et sur les appareils automatiques de distribution du 25 juin 2007 est abrogé.

<sup>2</sup> Le présent règlement entre en vigueur le .....

Référendum

**Art. 9** Le présent règlement peut faire l'objet d'une demande de référendum conformément à l'article 52 LCo.

Adopté par le Conseil général de la Ville de Fribourg le 23 février 2026

Au nom du Conseil général de la Ville de Fribourg

La Présidente:

Le Secrétaire de Ville adjoint:

Camille Goy

Mathieu Maridor

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le  
XX YY ZZZZ

Le Conseiller d'Etat, Directeur:

XX



# Reglement über die Erhebung einer Steuer auf Geschicklichkeitsspielen und Verteilautomaten (vom 15. Dezember 2025)

---

*Der Generalrat der Stadt Freiburg*

gestützt auf:

- das Gesetz vom 10. Mai 1963 über die Gemeindesteuern (GStG; SGF 632.1);
- das Gesetz vom 25. September 1980 über die Gemeinden (GG; SGF 140.1) und sein Ausführungsreglement vom 28. Dezember 1981 (ARGG; SGF 140.11);
- die Botschaft Nr. 61 des Gemeinderats vom 15. Dezember 2025;
- den Bericht der Finanzkommission,

*erlässt folgende Bestimmungen:*

## **Erstes Kapitel: Allgemeine Bestimmungen**

Gegenstand

**Art. 1** <sup>1</sup> Dieses Reglement legt die Grundsätze für die Erhebung einer Steuer auf Geschicklichkeitsspielen und Verteilautomaten fest.

<sup>2</sup> Die Gebühren und Abgaben, die infolge eines gewährten Patents oder infolge der Nutzung des öffentlichen Grunds anfallen, bleiben vorbehalten.

Gebührenpflicht

**Art. 2** Dieses Reglement gilt für alle an öffentlich zugänglichen Orten im Gemeindegebiet kommerziell genutzten Geschicklichkeitsspiel-, Dienstleistungs- und Verteilautomaten.

## 2. Kapitel: Erhebung

Grundsätze

**Art. 3**<sup>1</sup> Die Steuer wird pro Jahr und Apparat erhoben.

<sup>2</sup> Sie wird zeitanteilig berechnet. Ein angebrochener Monat gilt als ganzer Monat.

Betrag

**Art. 4** Pro Apparat wird folgende Gebühr erhoben:

Geschicklichkeitsspiele 100 Franken

Selbstbedienungsanlagen wie Solarien, Saunas, Video- und Musikautomaten 200 Franken

Verteilautomaten für Waren wie Getränke, Lebensmittel, Zigaretten, Fotos und Treibstoff sowie Reinigungsapparate 50 Franken

Verfahren

**Art. 5**<sup>1</sup> Die Installation neuer Apparate sowie Änderungen von im Betrieb stehenden Apparaten sind von der Eigentümerin oder der Halterin bzw. vom Eigentümer oder vom Halter umgehend schriftlich bei der Gemeindeverwaltung zu melden.

<sup>2</sup> Die Gemeindeverwaltung nimmt die Veranlagung vor.

## 3. Kapitel: Vollzug und Rechtsmittel

Vollzug

**Art. 6**<sup>1</sup> Der Gemeinderat ist für die Anwendung dieses Reglements zuständig.

<sup>2</sup> Er kann die Entscheidungsbefugnis an die für das Finanzwesen zuständige Dienststelle übertragen.

<sup>3</sup> Er kann die Kontrollbefugnis an die für die Ortspolizei zuständige Dienststelle übertragen.

Rechtsmittel

**Art. 7**<sup>1</sup> Jeder in Anwendung dieses Reglements von einer dem Gemeinderat unterstellten Dienststelle getroffene Entscheidung kann innert 30 Tagen nach dessen Eröffnung beim Gemeinderat angefochten werden.

<sup>2</sup> Gegen jeden Entscheid des Gemeinderats kann innert 30 Tagen nach dessen Eröffnung beim Kantonsgericht Beschwerde erhoben werden.

#### **4. Kapitel: Schlussbestimmungen**

Aufhebung und Inkrafttreten **Art. 8**<sup>1</sup> Das Reglement betreffend die Erhebung einer Steuer auf Spielapparaten und automatischen Warenverteilern vom 25. Juni 2007 wird aufgehoben.

<sup>2</sup> Dieses Reglement tritt am ... in Kraft.

Referendum **Art. 9** Dieses Reglement untersteht gemäss Artikel 52 GG dem Referendum.

Durch den Generalrat der Stadt Freiburg angenommen am 23. Februar 2026.

Im Namen des Generalrats der Stadt Freiburg

Die Präsidentin:

Der Stadtschreiber-Adjunkt:

Camille Goy

Mathieu Maridor

Genehmigt durch die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft am xx.yy.zzzz.

Der Staatsrat-Direktor:

XX